

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°107 – Mardi 01 février 2000.

NOIRE DE MONDE.

Dans ce numéro

En bref…

Les désastres écologiques sont malheureusement à l'honneur au Brésil ou en France par exemple. Ils n'ont rien d'une fatalité. Ces accidents sont les conséquences d'une logique qui fait passer l'intérêt financier des actionnaires avant l'environnement et les être humains… (Lire Pas de panique…) avant la planète (Lire En attendant le bogue final). Nous appelons à vous mobiliser (Lire le 05 février) au travers d'actions diverses ou à vous joindre aux manifestations organisées à la suite de celle de Nantes. Après son échec au parlement européen (Lire A propos du scrutin […]), la Taxe Tobin a de grands rendez-vous à la Chambre des Représentants aux Etats-Unis (Agissez pour aider M DeFazio !) et à Londres (Lire Taxe Tobin en anglais). Armée et police contre manifestants pacifiques, violence contre volonté de dialogue (Lire Davos : on réprime. Puis on discute ?) et quelques nouvelles pistes pour résister ensemble (Lire Morsang contre Davos).

Pas de panique…

… mais faut surtout pas être parano.

Le texte qui suit, que j'ai traduit du portugais, a été écrit par M Carlos Santana Azevedo, président de l'association des habitants de Madre de Deus, petite municipalité de la région métropolitaine de Bahia (Salvador) au Brésil.

Ce texte, ce témoignage, ce ras-le-bol, m'ont fait immédiatement penser à deux autres témoignages.

Le premier, en Afrique du Sud en 1994, quelques semaines avant les premières élections libres qui ont eu lieu là les 24, 25 et 26 avril 1994. Avec un ami indien, Merçi Junaïd…

Tu m'as fait comprendre tant de choses sur l'apartheid. Nous roulions tranquillement sur la route de la corniche qui surplombe la mer, non loin de Durban. Tout d'un coup tu me demandes de m'arrêter. On sort de la voiture et tu me dis: « regarde, c'est ça l'apartheid, le génocide lent. » On est sur la corniche, dos à la mer. A gauche, en contrebas la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique du Sud et plus loin une petite ville composée d'une multitude de maisons minuscules. A droite la côte, ici et là des propriétés à la végétation luxuriante. Et le vent, beaucoup de vent, qui vient de la mer et qui souffle toujours dans le même sens. Vers la raffinerie…

Mais faut surtout pas être parano !!!

Le deuxième, au Brésil en mars 1998 quelques mois avant la ré-élection de FHCardoso. Dans un entretien accordé par Francois Chesnais au journal brésilien "Carta Capital"… il prévoyait déjà en mars 1998, que le crash financier était inévitable. Francois Chesnais connaît bien le Brésil pour y avoir enseigné et fréquemment séjourné. Il déclarait, en rappelant les génocides des Arméniens, des Juifs et des Rwandais : « la



logique ici est celle de l'extermination sociale. Qui ne sert pas le système doit disparaître.... De nombreux aspects de la société brésilienne contiennent ces éléments d'élimination physique et sociale et si j'étais brésilien, je serais extrêmement préoccupé. »

Dans le texte de Carlos, on retrouve les mêmes signes qu'en Afrique du Sud. A vous de juger. Mais faut surtout pas être parano !!!

Greta van den Bempt, correspondante du Grain de sable à Porto Alegre (Brésil) greta@attac.org

Et voici le texte de Carlos Santana Azevedo qui aimerait beaucoup qu'il soit traduit dans d'autres langues, diffusé un peu partout et pas seulement au Brésil. Voilà, c'est fait Carlos.

Mon nom est Carlos Santana Azevedo, président de l'association des habitants de Madre de Deus, petite municipalité de la région métropolitaine de Salvador, avec de jolies petites plages, une multitude de Mangroves et une population de près de 80.000 habitants qui ont trouvé dans la pêche leur activité économique authentique, en plus des grandes industries installées dans la municipalité et dont la plus importante est la PETROBRAS.

A l'origine, la région où se trouve la ville de Madre de Deus était une des plus grandes réserves de Mangroves d'une diversité biologique immense, dont 40.000 familles de pêcheurs tiraient leur subsistance. Ensuite, avec le développement industriel et l'installation des industries, principalement la PETROBRAS, des dizaines d'agressions à l'environnement dans son ensemble ont eu lieu ainsi qu'à la santé des habitants de la ville de Madre de Deus et des autres petites villes de cette merveilleuse région Elles ont eu lieu tous les jours, semaines après semaines, mois après mois, années après années sans qu'aucune mesure n'ait jamais été prise.

Les plages furent les premières affectées. Dans la ville de Madre de Deus, courraient sous le sable de la plage des tuyaux souterrains qui transportaient, selon la PETROBRAS, du gaz liquide, de l'essence, du pétrole et autres produits qui périodiquement dégageaient une odeur insupportable sur toutes les plages la région, obligeant la population et les animaux à inhaler cet air à haute teneur toxique.

Plus loin, au centre d'un quartier populaire où quasi tous les habitants vivent avec un salaire inférieur à 2 salaires minimum, soit moins de 130 US$ par mois, la PETROBRAS a enterré deux grands réservoirs où sont stockés de l'essence, du pétrole et du gaz liquide etc...

Il se fait que plusieurs fois l'odeur et une espèce de poussière s'échappant des cuves déjà rouillées ont atteint 2.000 familles (12.000 personnes) qui vivent dans cet endroit, et qui ont amené à l'apparition de diverses maladies respiratoires, des réactions allergiques etc...tant et si bien que l'affaire est devenue publique et notoire, ensuite amplement et à plusieurs reprises divulguée par la presse.

Comme vous pouvez le constater, le récent accident survenu à Rio de Janeiro où plus de 1 million de litres de pétrole ont envahi la baie de Guanabara, a reçu un énorme écho dans les médias et cet accident n'est pas l'unique exemple de l'irresponsabilité écologique de la PETROBRAS.

Les fuites successives de pétrole dans les installations de la PETROBRAS qui se répètent depuis plus de 10 ans, ont réduit le potentiel de rénovation des mangroves, de ce qui nourrit les poissons, qui nourrissent plus de 12.000 familles de la ville de Madre de Deus et quasiment 40.000 familles dans toute la région. Actuellement à peine 5.000 familles de la ville et 20.000 familles de la région survivent encore de la pêche. Mais chaque jour ils s'appauvrissent un peu plus et sont désespérés de ne plus pouvoir nourrir correctement leurs misérables familles. Ils sont obligés de pratiquer des méthodes de pêche prédatrices puisque le nombre de poissons et de crustacés ne cesse de diminuer depuis 10 ans.

L'association des habitants de MdD a décidé d'entrer en justice. La PETROBRAS de son côté a tenté d'intimider ceux qui ont dénoncé les préjudices. Personnellement j'avais une petite entreprise qui me permettait de nourrir mes enfants et toute ma famille, mais elle fut détruite indirectement par la Petrobras, pour avoir osé plusieurs fois dénoncer ses activités. Ce qui a finalement mené à la constitution de l'association des Habitants de MdD.

Les efforts d'intimidation ont eu l'effet contraire escompté car ils ont renforcé l'unité des habitants contre les violations du milieu naturel par la PETROBRAS. Nous n'aurons pas de repos tant que tous les pêcheurs et les habitants de la ville ne seront pas indemnisés dignement par la Petrobras pour les dommages qu'ils ont subi. Et tant que cette société ne se sera pas engagée à réparer tous les dommages faits aux mangroves et aux plages de la région, pour qu'elle



retrouvent la biodiversité qu'elles avaient il y a 20 ans.

Pour ce faire nous organisons un projet de surveillance écologique qui prévoit l'engagement de professionnels et la construction de laboratoires d'analyse autonome, afin de vérifier la qualité des eaux et les préjudices causés au milieu, ainsi que d'autres activités de surveillance.

Nous espérons recevoir des manifestations d'appui, à adresser à notre représentant : Dr. Robério Nunes dos Anjos Filho roberiof@prba.mpf.gov.br

Comme vous le voyez, affirmer que la Petrobras, malgré l'importance stratégique qu'elle a pour notre pays, pratique constamment des agressions contre l'environnement ne doit pas vous étonner, c'est une évidence.

Carlos Santana Azevedo é desempregado e Presidente da Associação de Moradores da cidade de Madre de Deus, no estado da Bahia (Brasil).

Le 05 février

Les bénéfices aux pétroliers. Le littoral dans l'pétrole. Pas d'accord !

Les manifestations organisées par les collectifs Marée Noire du littoral Atlantique, auxquelles apportent leur soutien ceux d'autres régions de France.

Nantes, noire de monde. Samedi 05 février. 15 heures. Allée Brancas. attac44@attac.org
Un départ en car est prévu depuis Brest Réservations par téléphone 02 98 46 08 78 ou 02 98 46 22 73. Un autre est organisé depuis Quimper Inscriptions au 02 98 59 57 34 (des arrêts à Quimperlé et Concarneau sont prévus) finistere@attac.org

Paris, noire de monde. Samedi 05 février. 15 heures. Tour Total, La Défense. pontoise@attac.org

Toulon, noire de monde. Samedi 05 février. 15 heures. Rassemblement devant la Préfecture maritime. toulon@attac.org

Dans l'Orne ATTAC-Alençon alencon@attac.org propose une lettre type à faire circuler et signer puis à adresser à un élu local, national ou européen. Des copies de ces lettres peuvent être remises dans une station service Total ou Elf le 05 février, en solidarité avec la manifestation de Nantes, à l'attention de M Desmaret, PDG de TotalFinaElf.

A l'attention de .....

Trop, c'est trop !

Le désastre écologique et économique provoqué par le naufrage du pétrolier Erika, affrété par la multinationale TotalFinaElf, n'est malheureusement qu'une conséquence de plus de la mainmise de la finance sur toutes les activités humaines.

Faisant passer la "création de valeur" en faveur des seuls actionnaires au-dessus de toute autre considération, la direction de TotalFinaElf utilise les multiples ressources que lui offre la déréglementation ultra-libérale dans son secteur d'activité :
- mépris des droits humains, par son appui à la junte militaire birmane en échange de l'acceptation d'un projet gazier ;
- mépris de toute législation sociale, par l'utilisation de pavillons de complaisance qui exploitent sans vergogne une main d'oeuvre sous-qualifiée et sous-payée ;
- mépris des impératifs écologiques et des droits des générations futures, par l'acceptation délibérée des risques énormes, pour les écosystèmes littoraux, qu'entraîne le recours à des bateaux hors d'âge ou aux certifications de complaisance.

En tant que citoyen français, je vous demande, à vous, élu, d'obtenir des pouvoirs publics français et communautaires la mise en place d'urgence de mesures instaurant :

1) la responsabilité financière illimitée des compagnies pétrolières et autres transporteurs de produits dangereux pour l'indemnisation des frais occasionnés par le nettoyage des côtes et par leur remise en état, ainsi que des préjudices multiformes causés aux activités marines et littorales,
2) la responsabilité pénale personnelle des PDG de ces compagnies pour les crimes écologiques commis par leurs sociétés et leurs filiales (les élus locaux sont bien soumis à la même responsabilité et pour des faits infiniment moins graves !). La soif de dividendes (et de stock options) à n'importe quel prix, à laquelle se résume la philosophie des dirigeants des multinationales, et pas seulement de celles du pétrole et des fabricants de produits dangereux , voilà ce dont nous ne voulons plus.

Vous, élu dont la responsabilité politique est engagée, ne pouvez vous satisfaire du principe



pollueur-payeur " qui, même s'il peut avoir une certaine valeur dissuasive contre la grande criminalité écologique, revient néanmoins à accepter le droit de polluer contre paiement d'un dédommagement. Un tel principe ignore les ravages non quantifiables causés à l'environnement et le franchissement de seuils d'irréversibilité écologique, ainsi que les innombrables détresses humaines qu'aucune somme d'argent ne pourra jamais compenser.

Le principe " pollueur-payeur " doit donc être complété, aussi je vous demande d'oeuvrer dans ce sens en promouvant, aux niveaux national, communautaire et international, une législation adéquate qui, à terme, mettra fin aux pavillons de complaisance, ces paradis fiscaux du transport maritime.

En attendant l'entrée en vigueur de ces mesures, TotalFinaElf doit être mis en demeure par le gouvernement français d'acquitter l'intégralité du coût des dommages causés par cette nouvelle catastrophe.

Par ailleurs, l'Union Européenne, qui prétend vouloir lutter contre les centres financiers « off-shore », ne saurait sans hypocrisie tolérer paradis fiscaux et pavillons de complaisance en son sein. En tant que citoyen européen, je ne comprendrais pas que nos parlementaires, notre gouvernement, ainsi que le Parlement européen n'exigent pas de la Commission Européenne des propositions sérieuses et rapides pour éliminer ces fléaux. Dans l'immédiat, et bien que d'autres pavillons de complaisance existent en Europe, la demande de Malte, candidate à l'adhésion à l'U.E. doit être rejetée par tous avec détermination.

Veuillez recevoir, l'expression de ma considération citoyenne .
Nom.....................................
demeurant à
....
Signature : ....

A propos du scrutin sur la résolution Tobin au Parlement européen

Le 20 janvier dernier, au Parlement européen, a été mise aux voix une résolution - signée par les groupes PSE (socialistes), Verts-ALE, GUE (Gauche unitaire, où siègent notamment les élus du PCF et de la LCR) et ELDR (libéral), rejoints par deux membres pasquaïens du groupe UEN - demandant à la Commission européenne de présenter dans les six mois un rapport sur la faisabilité de la taxe Tobin et d examiner les pressions et les sanctions financières pouvant être appliquées contre les pays qui encouragent l évasion fiscale ou qui entretiennent des paradis fiscaux.

Cette résolution, à laquelle - comme on pouvait s y attendre - le commissaire européen Bolkestein s était opposé, a été repoussée à une très faible majorité (229 voix contre 223). L analyse du scrutin fait apparaître que les membres des groupes de droite, la grande majorité des libéraux et tous les « villiéristes » ont fait bloc contre la résolution, rejoints par les trois élus de Lutte ouvrière. Ont voté « pour » tous les membres des groupes GUE et Verts-ALE, la grande majorité des membres du PSE, quelques libéraux (dont François Bayrou et Alain Lamassoure) et la totalité des « pasquaïens » (dont Charles Pasqua). Se sont abstenus un élu de la LCR et des travaillistes britanniques du groupe PSE obéissant à des consignes impératives de Tony Blair.

Le Bureau d ATTAC constate avec satisfaction que les têtes de listes qui, en France, avaient signé la pétition européenne de l association ont, avec leurs colistiers, mis leurs actes en conformité avec leur engagement. Il se félicite que, à titre individuel, d autres élus aient fait cause commune avec eux. Il y voit le résultat de l activité militante du comité ATTAC du Parlement européen, dont les membres se retrouvent dans l Intergroupe « Taxation du capital, fiscalité, mondialisation ».

Il s en est donc fallu de très peu que la résolution ne recueille une majorité : il aurait suffi pour cela que les 3 voix « contre » de LO et l abstention de l élu de la LCR se transforment en votes « pour ». Le Bureau d ATTAC regrette vivement que, chez ces élus, des considérations secondaires (les attendus de la résolution qui, effectivement, ne correspondent pas à sa vision de la globalisation) aient ainsi pris le pas sur l essentiel : l enclenchement d un processus mettant pour de bon la taxe Tobin à l ordre du jour du calendrier européen. Dans leur immense majorité, les élus de droite, eux, ne se sont pas trompés sur la signification du scrutin. L intérêt que la presse - en général peu attentive aux débats du Parlement européen - a manifesté pour ce débat montre bien l importance de l enjeu.

Il reste que l idée de la taxe Tobin a fait des progrès très importants au Parlement européen, ce qui devrait stimuler ou relancer les initiatives en ce sens au sein des différents Parlements nationaux. Le Bureau compte sur le comité ATTAC du Parlement européen pour ne pas en rester là et pour trouver de nouvelles voies en



vue d aboutir à des mesures de taxation des capitaux spéculatifs.

Dans cette perspective, et en se projetant dans l avenir, il va prochainement lancer une campagne nationale et internationale - s appuyant notamment sur les groupes ATTAC d Europe, d Afrique et des Amériques - pour discuter des modalités de gestion et d affectation de la taxe Tobin. Cette campagne devrait déboucher sur des propositions communes au Nord et au Sud, qui feront l objet d un grand rassemblement à Nice, en décembre prochain, à l occasion du conseil européen tenu sous présidence française.

Paris le 28 janvier 2000
Bureau d ATTAC attac@attac.org

Taxe Tobin en anglais

War on Want organise une conférence sur la Taxe Tobin le 19 février à Londres (Congress House, Great Russell Street, London (nearest tube Tottenham Court Road) à 10h30). Présidée par Mme Catherine Matheson, Director, War on Want, à laquelle participeront Alan Simpson MP, John Grieve Smith (Cambridge University), Gary Brisley (former currency trader) et ATTAC France, cette conférence est intitulée « Global Finance, The Tobin tax and the Casino Economy ». Si vous voulez y assister, merci de contacter War On Want :
tel: 0171 620 1111
e-mail: stibbett@waronwant.org

Tobin Tax Initiative, une association partenaire d ATTAC aux Etats-Unis fait quant à elle un appel urgent. Toute personne souhaitant commenter pour l améliorer la résolution que le député DeFazio va bientôt déposer à la Chambre de Représentants (USA) est invitée à le faire avant le 15 février prochain.

M Tom Vison. Attaché parlementaire tom.vinson@mail.house.gov
Tobin Tax Intiative cecilr@humboldt1.com

Bien entendu nous vous invitons à exprimer votre soutien à cette résolution en adressant dès aujourd hui en tant que personne morale ou personne physique un courrier électronique à M DeFazio par l Intermédiaire de l adresse de son attaché parlementaire.

Nous avions publié la traduction d un premier état de cette résolution en français dans le Courriel d Information n°98 (« Joyeux Noël »). Vous trouverez ci-après l original en anglais de cette résolution qui n attend que vos suggestions averties pour en faire évoluer le contenu.

U.S. House "Tobin" Tax Resolution Congressman Peter DeFazio (D-OR)

A. Introduction

WHEREAS every day over $1.8 trillion in currency exchanges moves across national borders, a volume far greater than in the last decade; and

WHEREAS such rapid movement of foreign currency has created some additional opportunities for legitimate productive investment, but also has created the potential of triggering national currency collapses and resulting financial crises;

I. Currency Market's Volume and Volatility

WHEREAS daily trading in currency markets increased from $0.2 trillion to over $1.8 trillion in just over a decade, from 1986 to 1998 (an average increase of 55 percent per year); by comparison, the trade in goods and services for all countries for an entire year is only $4.3 trillion; and, therefore, in less than a week, foreign exchange transactions exceed the entire annual volume of world trade in goods and services;

WHEREAS over 85 percent of these transactions are of a purely speculative nature where investors bet on whether currency values and interest rates will move up or down, and thus bear little or no relationship to the production and trade in goods or services;

WHEREAS more than 40 percent of all these transactions involve round trips of fewer than three days; and over 80 percent of global foreign exchange transactions involve round trips of less than a week;

WHEREAS the vast majority of transactions take place in relatively few financial centers, particularly the United Kingdom (32 percent), the United States (18 percent), Japan (8 percent), Singapore (7 percent), Germany (5 percent), Switzerland (4 percent), Hong Kong (4 percent), and France (4 percent);

II. Sovereignty and Stability of Nations Threatened

WHEREAS such volume and volatility of liberalized capital flows disrupts the ability of nations to establish equitable and just economic



policies; to intervene to protect their own currencies; and to provide support for needed social and environmental programs;

WHEREAS in the past, central bank reserves were sufficient to combat any speculation on their country's currency; now, however, financial speculators have created a daily market volume which dwarfs all of the world's central banks combined; and therefore, when a country cannot defend its currency, it effectively loses control of its monetary policy;

WHEREAS such speculative pressure on a currency results in higher interest rates than is warranted by internal monetary conditions; leading to a lowering of economic growth and an increase in domestic unemployment with the related social problems;

WHEREAS there is overwhelming evidence that the lack of stability helps to cause financial crises with increasing frequency (1992/93 Europe, 1994 Mexico, 1997 Southeast Asia, 1998 Russia, 1999 Brazil), even in countries where basic economic fundamentals are sound, and the market reacts irrationally to rumors ("herd behavior"), causing "speculative bubbles" to burst when speculators flee a particular currency;

WHEREAS such financial crises can have enormous impact worldwide; for example, the Asian currency crisis lowered the world growth projection for 1998 by one percent and increased worldwide unemployment by 10 million;

WHEREAS such crises have not only economic impact, including exacerbation of global economic inequality; but also social impact including increased unemployment, price increases and disruptions, plant closures, poverty, human rights violations, diversion of resources from sustainable development, and social upheaval; which burden poor, indigenous, and middle-income populations most heavily;

WHEREAS such de facto support by governments and international institutions of excessive financial speculation may undermine desired macroeconomic policies and contribute to moral hazard and irresponsible market behavior;

III. Transaction Taxes as a Partial Solution

WHEREAS excessive speculation could be curbed by a very small tax of between 0.1 percent and 0.25 percent on each cross-border currency transaction (now commonly called "Tobin-style taxes", as proposed in 1972 by Nobel prize winning economist James Tobin, or an alternate two-tiered version proposed in 1996 by German economist and IMF consultant Paul Bernd Spahn);

WHEREAS such a tax would effectively rise in inverse proportion to the turn-around period, thus reducing incentives for short-term speculation while remaining small enough to leave longer-term investments intact;

WHEREAS the senior economist of the Federal Reserve Bank of San Francisco has written, "...if your goal is to limit short-term speculation, it is hard to beat the Tobin tax";

WHEREAS the revenues from such a tax, projected to be between $50 billion and $300 billion a year, would provide urgently needed resources to combat global crises;

WHEREAS concerns voiced about the collection and enforcement of such taxes have been researched by economists, and plans proposed to answer these concerns, such as collection at settlement sites to ensure universality and to track derivative instruments, as proposed by Schmidt;

WHEREAS there is already an international movement in support of a transactions tax, including passage of a resolution in the Canadian Parliament, introduction of a resolution in the British House of Commons and the French Parliament, substantive discussion of the issue in the European Parliament and the parliaments of Switzerland and Germany, plus a chapter in the current Finnish government rules;

Now, therefore be it resolved by the U.S. House of Representatives, that -

(1) It is the Sense of the House that -

(A) The United States should show leadership by enacting, in concert with the international community, transaction taxes on short-term, cross-border foreign exchange transactions to deter speculation. The adoption of such Tobin-style taxes should be done in coordination with a large number of nations, in a fully transparent and accountable manner, with the revenue dedicated to urgent global needs;

(B) The United States should build support for and advocate this position at the World Bank and the IMF, as well as within other regional



and international organizations, including the OECD, the G-8, and the newly established G-20;

(C) This should not be done in isolation of other initiatives for rebuilding the global financial architecture. Instead, other options should also be explored by the United States together with the international community including, but not limited to, tougher transparency rules, tighter reserve requirements, creation of exchange rate "target zones" to reduce volatility, and currency controls.

Davos : on réprime. Puis on discute ?

COMPTE-RENDU DES MEMBRES D'ATTAC Paris Nord-Ouest, Paris 11, Paris 13, 77 Nord et 87, présents à Davos

Comme chaque année, le World Economic Forum réunissait les principaux chefs d'états, les représentants des multinationales, des ONG "choisies" et des scientifiques "indépendants".

Dans la continuité de la contestation du nouvel ordre économique symbolisée par la mobilisation de Seattle, plus d'un millier de manifestants se sont rendus à Davos.

Parmi eux, des centaines de français, d'italiens et de suisses mais aussi des belges et des allemands.

En dépit de l'interdiction de manifester, le cortège a pu franchir dans le calme la plupart des barrages, malgré quelques incidents perpétrés par des groupes isolés (un policier blessé, les vitres d'un Mac Donald brisées).

Finalement bloquée par une rangée de grilles et de policiers spécialement armés, la manifestation, après un temps d'arrêt, a repris le défilé en sens inverse laissant derrière quelques dizaines de manifestants.

L'essentiel du cortège décidait de manifester son mécontentement devant l'hôtel Sheraton abritant les personnalités invitées au forum, puis finissait par se disperser vers 17H après quelques tentatives de forcing.

Pendant ce temps, le chef de la brigade transmettait l'invitation de Klaus Schwab, l'organisateur du W.E.F, à José Bové qui se trouvait parmi les quelques cinquante manifestants qui étaient restés à proximité du dernier barrage.

Ce dernier réclamait quant à lui que Klaus Schwab accepte de se déplacer pour dialoguer avec l'ensemble des personnes présentes.

Après trente minutes d'attente, les forces de l'ordre commençaient à reculer les grilles tout en ordonnant aux manifestants de ne pas avancer. Motivés par la possibilité tant attendue d'aller de l'avant, les quelques manifestants auxquels s'était jointe la presse, tentèrent d'avancer malgré tout. La réaction fut immédiate: gazages, tirs de balles en caoutchouc quasiment à bout portant.

Indignés par cette répression disproportionnée et désormais coutumière, les manifestants ont préféré regagner leur car.

Le chef de brigade, conscient de sa bourde, tenta vainement de proposer à José Bové de venir s'entretenir avec Klaus Schwab.

Définitivement écoeurés, il ne sera pas question pour nous de revenir discuter avec ceux qui nous ont asséné si violemment leur mépris.

En perpétuant et en amplifiant l'Alter Davos, nous avons plus que jamais montré l'arbitraire et le cynisme des leaders économiques et politiques présents à ce forum.

Au lendemain de Seattle, il s'avère qu'il était primordial de participer à la consolidation de ce contre-pouvoir citoyen.

Glen Millot. Membre d'ATTAC Paris 11 paris11@attac.org

Morsang contre Davos

Les 28 et 29 janvier s'est tenu à Morsang-sur-Orge (Essonne) le colloque " Les collectivités, ancrages du sursaut citoyen " organisé par ATTAC et la municipalité de cette ville.

Au moment où, à Davos, les prétendus " global leaders ", encore sous le coup du fiasco de Seattle, tentaient vainement de donner un visage " humain " à un ordre profondément inhumain, et faisaient donner la police et l'armée suisses contre des manifestants venus pacifiquement leur apporter la contradiction, environ deux cents acteurs de la vie locale - élus, syndicalistes, responsables associatifs, animateurs d'ATTAC - jetaient, à Morsang, les bases de la résistance des territoires à la mondialisation libérale.

A l'issue des travaux du colloque, un débat animé par Michel Berson, président du conseil



général de l Essonne, et des membres du Bureau d ATTAC a permis d adopter les grandes lignes d un document d orientation : l Appel de Morsang. Ce document servira de point d appui à tous les acteurs locaux, et notamment aux comités ATTAC, pour mettre en débat les enjeux, les expériences et les promesses de la démocratie participative et de la citoyenneté active, et ceux de l émancipation des collectivités de l emprise de la finance, et ce dans une perspective nationale, européenne et internationale.

Ce document, dont la rédaction finale incorporera les nombreux apports des participants, sera rendu public dans les prochains jours.

Paris le 31 janvier 2000
Bureau d ATTAC attac@attac.org

En attendant le bogue final...

Le grand méchant bogue de l an 2000 a frappé mais il n était pas informatique. Il a débarqué mais il n était pas extraterrestre, seulement huileux et venteux. Les informaticiens avaient semé la panique pour se faire valoir et récolter des subsides. La prévention aurait coûté 300 millions de dollars. Ils diront que c est grâce à eux qu il n a pas eu lieu.

L entrée dans la dernière année du deuxième millénaire (si vous n êtes pas d accord c est que vous ne savez pas compter jusqu à cent : 1-100, 101-200….1901-2000) a été marqué par un non bogue informatique, un bogue climatique et un bogue écologique.

La marée noire d un petit pétrolier coulé loin des côtes est plus grave, car plus étendue dans l espace et plus étalée dans le temps, que celle d un grand pétrolier échoué. Elle a déjà tué dix fois plus d oiseaux. Pouvait-on faire quelque chose ? Bien sûr, foutre le feu au pétrolier avant qu il coule. Il n y a que l avant qui a coulé vite. Pendant la 2e Guerre Mondiale des pétroliers coulaient tous les jours et on ne parlait pas de marée noire. Ils explosaient et le pétrole brûlait. Même aujourd hui, n est-on pas capable d exploser l épave et brûler son pétrole au fond de la mer, ce serait plus sûr et moins cher que de le pomper. Ce doit être moins difficile que d aller sur Mars.

Le double ouragan qui a traversé la France va coûter cher, très, très cher. Les réparations vont durer des années, le bilan des dégâts est encore à faire et surprendra ; celui des dépenses le sera dans dix ans. Et pensons à ce qu il en aurait été un jour de semaine à l heure d ouverture des écoles.

Beaucoup qui croyaient entrer dans un troisième millénaire superinformatisé, supertechnicisé, superorganisé, l ont fêté sans eau, électricité, téléphone ni chauffage. Retour au médiéval. L homme a joué au dominateur de la nature ; la nature a longtemps supporté. Les 26 et 27 décembre elle a frappé les trois coups : 270 millions d arbres fauchés en 24 heures, la moitié des pylônes d EDF au tapis, autoroutes et routes coupées, automobilistes pris au piège ou écrasés, une centaine de morts, dix fois plus de blessés, des toits, des cheminées, des antennes arrachés, des voitures et des maisons écrasées par des arbres, des fermes, des écoles, des granges, des hangars éventrés, aucun naufrage en mer, sauf quelques échouages à l ancre. Il a fallu trois jours pour rétablir la circulation sur le tronçon d autoroute traversant la forêt de Saint-Germain. Trois semaines après, une cheminée et ses deux antennes couchées au bord d un mur mitoyen donnant sur une cour sont considérées comme pouvant attendre.

C est l équivalent d un bombardement par un tapis de bombinettes de 50 kg, mais sur l ensemble du territoire simultanément. Et ça n a duré que quelques heures. Pouvait-on en limiter les dégâts ? Bien sûr. Simplement en appliquant les mesures prises en Guyane, Floride, Antilles, pour les cyclones : rester chez soi, se barricader, évacuer les points sensibles, ne pas essayer de sauver sa voiture ou son toit. Il y en a même un qui est mort en courant sous la pluie. Surtout pour la deuxième salve de l ouragan. Il n y avait plus à douter de sa force. Certains ont dû dire qu il ne fallait pas affoler les populations ? Qu ils meurent soit mais pas fous.

Des questions auxquelles il faudra répondre : aucun épisode semblable depuis qu il y a des observations climatologiques i.e. depuis trois cents ans, et probablement pas depuis l an mille, les chroniqueurs en auraient parlé, seuls les châteaux auraient tenu. Et même avant, la mémoire collective et collectée en aurait conservé le souvenir, elle en a gardé d autres de moindre taille, nos archéologues en auraient même retrouvé des traces si la moitié des forêts avait pourri sur place. Alors, la cause de cette nouveauté ? Probablement aucun équivalent depuis la dernière glaciation. Les spécialistes auront à dire pourquoi et où s est formé ce double ? Pourquoi a-t-il atteint cette intensité tropicale en zone dite tempérée ? Pourquoi sa violence a-t-elle été insuffisamment calculée, sous-estimée ou tue ? Pourquoi n a-t-on pas pris les consignes habituellement prises ailleurs ?



Pourquoi les pylônes EDF ont-ils moins bien tenu que la tour Eiffel, les grandes roues et de simples antennes ? Quelle est l'origine de l'ouragan ? Un phénomène El Nino ? la disparition de l'ozone ? la montée exponentielle du CO2 atmosphérique ? le réchauffement de l'atmosphère ? la marée noire aérienne qui, bien que moins visible que les maritimes, ceinture le monde ? Pourquoi aucune victime en mer et en l'air ? Marins et aviateurs auraient-ils été les seuls informés à temps ? Comment prévenir le prochain bogue climatique ? qui ne sera pas forcément de même nature.

Au troisième jour de marée noire, costumes, pelles, pioches manquaient déjà. Après trois jours et nuits de découpage intensif les tronçonneuses demandaient grâce et au bout de quelques jours ce sont les bougies qui manquaient. Tiendrions-nous 78 jours comme les Serbes ?

Quelques-uns ont fait leurs 35 heures en deux jours pendant que d'autres supprimaient le métro aux Parisiens la nuit du 31 décembre. Certains ont dit que ça fouetterait la croissance : oui comme les accidents de la circulation font travailler les hôpitaux et les fabricants de prothèse de jambe.

Il va falloir désormais utiliser le progrès non plus pour foncer sottement en avant, mais pour étayer l'existant et le mettre à l'abri de chocs de ce genre. Il faut faire une pause, non pas passive mais active. Il y a beaucoup à faire pour conserver les acquis techniques avant d'en chercher d'autres. Constituer des réserves de l'indispensable. De la bougie et la pelle aux groupes électrogènes et aux bulldozers. Doter chaque ville, village, hameau, de groupes électrogènes à sa taille. Les doubler au niveau usines, écoles, entreprises. Enterrer les lignes qui peuvent l'être. Multiplier les redondances et les relais dans les circuits d'information et de distribution. Doubler la lecture des écrans satellites par les renseignements humains sur place en mailles serrées. Multiplier les guetteurs et les prises de renseignement au large, centraliser en direct les informations, coupler centrale d'informations et de décisions

La technique en a pris un coup mais c'est surtout la tendance à donner à l'argent le pas sur la technique qui est responsable. A Vaison, seul le pont romain avait tenu. Forcément quand un pont s'écroulait, les Romains décapitaient l'ingénieur qui l'avait fait. Il ne risquait pas de lésiner sur les marges de sécurité. Ils tiennent toujours la tempête, vieux de 2000 ans.

On a aussi passé le cap 2000 avec le spectre du bœuf fou et anglais. Maintenir l'embargo est bien mais il y a aussi des cas de vache folle chez nous. Est-on sûr que toutes les farines contaminantes ont été détruites ? qu'on n'y met plus n'importe quoi ?
On a touché à l'homéostasie de la planète. Elle a longtemps supporté sans plainte. Le point de retour de manivelle est atteint. Il va désormais falloir « supporter l'insupportable, souffrir l'insouffrable, accepter l'inacceptable » et gérer l'imprévisible. Tout en continuant à déverser nos cacas dans les poubelles phréatiques, océaniques, aériennes. Ce n'est pas demain que les multinationales, qui ont pris le pouvoir sous le nom de mondialisation, cesseront de pesticider la biosphère. Elles nous feront plutôt mettre des masques et des cagoules et sortir de chez nous par des sas. Cela sera d'ailleurs trop tard et réservé aux familles de leurs chefs et de leurs valets.

A-J Holbecq . Membre d'ATTAC Aix en Provence
aix@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Mardi : CRETEIL – PARIS 11 – PARIS 15 – QUIMPER – NICE
- Mercredi : METZ – LA CIOTAT – DOUAI – CLERMONT FERRAND – REIMS
- Jeudi : PARIS CENTRE – PARIS 19 – QUINCY VOISINS – VANNES
- Vendredi : GARDANNE – MONTREUIL – ALBI – CHATEAUROUX – BREST - PONTOISE